COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les Compagnies Loblaw limitée annonce les résultats du deuxième trimestre de 2011¹⁾

BRAMPTON, ONTARIO Le 21 juillet 2011 Les Compagnies Loblaw limitée (TSX : L) (« Loblaw » ou la « société ») a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers non audités pour le deuxième trimestre clos le 18 juin 2011, selon l'évaluation des résultats non audités pour cette période. Le rapport du deuxième trimestre de la société sera déposé sur SEDAR et disponible au sedar.com.

Résumé du deuxième trimestre de 2011¹⁾

- Bénéfice net de base par action ordinaire de 0,70 \$, en hausse de 7,7 %
- Marge du BAIIA²⁾ de 6,9 %, comparativement à 6,7 % au deuxième trimestre de 2010
- Produits de 7 278 millions de dollars, en hausse de 0,1 % par rapport au deuxième trimestre de 2010
- Chiffre d'affaires en hausse de 0,2 % et chiffre d'affaires des magasins comparables en baisse de 0,4 % par rapport à ceux inscrits pour le deuxième trimestre de 2010

« Tout au long du deuxième trimestre, la société a continué de se concentrer sur le développement de son infrastructure et de miser sur les possibilités de croissance qui s'offrent à elle », a déclaré M. Galen G. Weston, président du Conseil de Les Compagnies Loblaw limitée. En revanche, le chiffre d'affaires de son secteur Vente au détail souffre toujours des conditions de marché qui demeurent imprévisibles et très concurrentielles. En outre, l'investissement dans les technologies de l'information et la chaîne d'approvisionnement continuera d'avoir des répercussions négatives sur nos résultats opérationnels durant le reste de 2011. »

Dans le cadre du processus de planification de la relève entrepris par la société, M. Vicente Trius, récemment nommé président de la société, se joindra à l'équipe de Les Compagnies Loblaw limitée le 2 août 2011.

En raison de la transition aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS » ou « PCGR ») en date du 2 janvier 2011, tous les chiffres correspondants pour 2010 présentés précédemment dans les états financiers consolidés préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR canadiens ») ont été retraités afin de les rendre conformes aux IFRS. Des informations supplémentaires sur la transition aux IFRS et sur son incidence sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de la société sont présentées à la note 16 afférente aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du deuxième trimestre de 2011 de Les Compagnies Loblaw limitée (la « société » ou « Loblaw »).

Par suite de cette transition, la société compte deux secteurs opérationnels à présenter :

- le secteur **Vente au détail**, qui comprend principalement les produits alimentaires, ainsi que les produits pharmaceutiques, les postes d'essence, les vêtements et les autres articles de marchandise générale;
- le secteur **Services financiers**, qui comprend les services de cartes de crédit, le programme de fidélisation de la clientèle, les services de courtage d'assurance, les services bancaires aux particuliers offerts par l'intermédiaire d'une grande banque à charte canadienne, les services de dépôts ainsi que les services de télécommunications.

1) Le présent communiqué renferme des énoncés prospectifs. Voir les énoncés prospectifs à la page 5 du présent communiqué pour une analyse des principaux facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des conclusions, prévisions et projections formulées dans les présentes et pour connaître les principales hypothèses posées. Ce communiqué doit être lu en parallèle avec les documents que Les Compagnies Loblaw limitée dépose, à l'occasion, auprès des autorités en valeurs mobilières et qui peuvent être consultés au sedar.com et au loblaw.ca.

2) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 6 du présent communiqué.

Résultats opérationnels consolidés trimestriels

Pour les périodes closes le 18 juin 2011 et le 19 juin 2010

(non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2011 (12 semaines)	2010 (12 semaines)	Variation (en pourcentage)	2011 (24 semaines)	2010 (24 semaines)	Variation (en pourcentage)
Produits	7 278 \$	7 269 \$	0,1 %	14 150 \$	14 182 \$	(0,2 %)
Résultat opérationnel	345	345	–	648	634	2,2 %
Bénéfice net	197	181	8,8 %	359	313	14,7 %
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars)	0,70	0,65	7,7 %	1,28	1,13	13,3 %
Marge opérationnelle	4,7 %	4,7 %		4,6 %	4,5 %	
BAIIA ¹⁾	504 \$	487 \$	3,5 %	959 \$	918 \$	4,5 %
Marge du BAIIA ¹⁾	6,9 %	6,7 %		6,8 %	6,5 %	

- Les produits se sont établis à 7 278 millions de dollars au deuxième trimestre de 2011, en hausse de 9 millions de dollars, ou 0,1 %, par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2010. Cette progression est essentiellement attribuable à la hausse des produits tirés du secteur Vente au détail, qui a été partiellement contrebalancée par la baisse des produits tirés du secteur Services financiers dont il est question ci-dessous.
- Le résultat opérationnel et la marge opérationnelle du deuxième trimestre de 2011 n'ont pas connu de croissance par rapport au deuxième trimestre de 2010. Le résultat opérationnel du secteur Vente au détail s'est accru de 20 millions de dollars, mais cette hausse a été neutralisée par les investissements continus en vue de soutenir la croissance du secteur Services financiers, ce qui a donné lieu à une diminution de 20 millions de dollars du résultat opérationnel.
- Le résultat opérationnel consolidé comprend les éléments suivants :
 - des coûts marginaux de 8 millions de dollars liés aux investissements de la société dans les technologies de l'information et la chaîne d'approvisionnement. Ces coûts incluent les charges suivantes :
 - un montant de 2 millions de dollars (16 millions de dollars en 2010) lié à des changements apportés au réseau de distribution;
 - un montant de 38 millions de dollars (26 millions de dollars en 2010) lié à l'amortissement;
 - un montant de 66 millions de dollars (56 millions de dollars en 2010) se rapportant à des coûts supplémentaires liés à la chaîne d'approvisionnement et aux technologies de l'information;
 - une charge de 15 millions de dollars liée à certaines questions relatives à des taxes à la consommation datant d'exercices précédents;
 - une charge de 15 millions de dollars (10 millions de dollars en 2010) attribuable à l'incidence de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des contrats à terme sur capitaux propres;
 - une charge de dépréciation d'actifs de 23 millions de dollars comptabilisée au deuxième trimestre de 2010 relativement à des changements apportés au réseau de distribution de la société.
- Le bénéfice net du deuxième trimestre de 2011 a progressé de 16 millions de dollars, ou 8,8 %, par rapport à celui du deuxième trimestre de 2010, pour s'établir à 197 millions de dollars. Cette progression s'explique par la diminution de l'impôt sur le résultat et par la baisse des charges d'intérêts nettes et autres charges financières.

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 6 du présent communiqué.

Les résultats consolidés trimestriels par secteur opérationnel à présenter sont les suivants :

Résultats opérationnels du secteur Vente au détail

Pour les périodes closes le 18 juin 2011 et le 19 juin 2010 (non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2011 (12 semaines)	2010 (12 semaines)	Variation (en pourcentage)	2011 (24 semaines)	2010 (24 semaines)	Variation (en pourcentage)
Chiffre d'affaires	7 157 \$	7 146 \$	0,2 %	13 914 \$	13 937 \$	(0,2 %)
Marge brute	1 626	1 601	1,6 %	3 180	3 143	1,2 %
Résultat opérationnel	333	313	6,4 %	618	578	6,9 %
Augmentation (diminution) du chiffre d'affaires des magasins comparables	(0,4 %)	(0,3 %)		(0,3 %)	0,1 %	
Marge brute	22,7 %	22,4 %		22,9 %	22,6 %	
Marge opérationnelle	4,7 %	4,4 %		4,4 %	4,1 %	

- Les facteurs suivants expliquent les principaux éléments de la variation du chiffre d'affaires du secteur Vente au détail entre le deuxième trimestre de 2010 et le deuxième trimestre de 2011 :
 - le chiffre d'affaires des magasins comparables a fléchi de 0,4 % (0,3 % en 2010);
 - le chiffre d'affaires des produits alimentaires n'a pas connu de croissance;
 - le chiffre d'affaires tiré des produits pharmaceutiques a légèrement diminué, en raison de la déflation causée par les changements apportés à la réglementation concernant les médicaments génériques sur ordonnance en Ontario et dans d'autres provinces en 2010, des répercussions de l'ajout de certains nouveaux médicaments sur ordonnance à la liste des médicaments génériques et des nouveaux changements réglementaires adoptés au deuxième trimestre de 2011 en Ontario;
 - la majoration du prix de détail de l'essence et la légère hausse du volume des ventes ont généré une forte croissance du chiffre d'affaires des postes d'essence;
 - le chiffre d'affaires tiré des articles de marchandise générale, à l'exclusion des vêtements, a nettement fléchi, en raison d'une diminution continue de la superficie en pieds carrés et de l'optimisation de la gamme et de l'assortiment des produits;
 - l'augmentation de la superficie en pieds carrés occupée par les vêtements a donné lieu à une croissance modérée du chiffre d'affaires;
 - la société a enregistré une inflation interne moyenne trimestrielle modeste du prix des produits alimentaires au deuxième trimestre de 2011, laquelle a été inférieure à l'inflation moyenne trimestrielle du prix des aliments de 4,0 % enregistrée au pays (0,3 % en 2010), calculée selon « l'indice des prix à la consommation pour l'achat d'aliments en magasins » (l'« IPC »). Au deuxième trimestre de 2010, la société avait enregistré une faible déflation interne moyenne trimestrielle du prix des produits alimentaires. L'IPC ne traduit pas nécessairement l'incidence de l'inflation sur la variété spécifique de produits vendus dans les magasins de Loblaw.
- La marge brute du deuxième trimestre de 2011 s'est chiffrée à 1 626 millions de dollars, soit 22,7 % du chiffre d'affaires, en hausse de 25 millions de dollars par rapport à celle du deuxième trimestre de 2010, qui s'était établie à 1 601 millions de dollars, soit 22,4 % du chiffre d'affaires. Cette augmentation est essentiellement attribuable à l'amélioration de la rentabilité des produits de marques contrôlées, au reclassement, dans la marge brute, des indemnités professionnelles pharmaceutiques auparavant imputées aux frais de vente, frais généraux et charges administratives, ainsi qu'à une plus grande efficacité au chapitre de la prévention des pertes. La hausse des coûts liés aux programmes de prix promotionnels et l'augmentation des frais de transport ont en partie neutralisé l'incidence favorable de ces améliorations.
- Le résultat opérationnel s'est chiffré à 333 millions de dollars au deuxième trimestre de 2011, en hausse de 20 millions de dollars, ou 6,4 %, par rapport à celui du deuxième trimestre de 2010, qui s'était élevé à 313 millions de dollars. La marge opérationnelle s'est établie à 4,7 % au deuxième trimestre de 2011, comparativement à 4,4 % pour la période correspondante de 2010. Cette augmentation tient aux efficacités continues en matière de main-d'œuvre et de coûts opérationnels ainsi qu'à l'accroissement de la marge brute dont il est question plus haut, en partie contrebalancés par la charge liée à certaines questions relatives à des taxes à la consommation datant d'exercices précédents, par les coûts marginaux liés à l'investissement de la société dans les technologies de l'information et la chaîne d'approvisionnement et par l'incidence de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des contrats à terme sur capitaux propres. Le résultat opérationnel du deuxième trimestre de 2010 tenait compte d'une charge de dépréciation d'actifs découlant de changements apportés au réseau de distribution de la société.

Résultats opérationnels du secteur Services financiers

Pour les périodes closes le 18 juin 2011 et le 19 juin 2010
(non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2011 (12 semaines)	2010 (12 semaines)	Variation (en pourcentage)	2011 (24 semaines)	2010 (24 semaines)	Variation (en pourcentage)
Produits	121 \$	123 \$	(1,6 %)	236 \$	245 \$	(3,7 %)
Résultat opérationnel	12	32	(62,5 %)	30	56	(46,4 %)
Bénéfice avant impôt sur le résultat	2	24	(91,7 %)	7	37	(81,1 %)

Non audité (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Au 18 juin 2011	Au 19 juin 2010	Variation (en pourcentage)
Montant net moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	1 953 \$	1 950 \$	0,2 %
Créances sur cartes de crédit	1 974	1 883	4,8 %
Provision au titre des créances sur cartes de crédit	33	40	(17,5 %)
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	12,6 %	13,8 %	
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	4,8 %	6,3 %	

- Les produits du deuxième trimestre de 2011 se sont établis à 121 millions de dollars, en baisse de 2 millions de dollars, ou 1,6 %, par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2010, qui s'étaient chiffrés à 123 millions de dollars. Cette baisse résulte principalement de l'amélioration des pratiques de paiement des clients attribuable à la fois à un changement de leurs habitudes et aux politiques de gestion du risque de crédit plus rigoureuses mises en œuvre en 2009. Bien que ces facteurs aient donné lieu à un recul des produits, ils se sont répercutés favorablement sur le taux annualisé de pertes sur créances, comme prévu.
- Le résultat opérationnel du deuxième trimestre de 2011 s'est établi à 12 millions de dollars, en baisse de 20 millions de dollars, ou 62,5 %, par rapport à celui du deuxième trimestre de 2010, qui s'était chiffré à 32 millions de dollars. Le bénéfice avant impôt sur le résultat s'est établi à 2 millions de dollars, en baisse de 22 millions de dollars, ou 91,7 %, par rapport à celui du deuxième trimestre de 2010, qui s'était chiffré à 24 millions de dollars. Ces reculs s'expliquent par les investissements considérables au chapitre de la commercialisation et les coûts d'acquisition de clientèle importants, qui s'inscrivent dans le cadre des investissements continus effectués par la société en vue de soutenir la croissance de son secteur Services financiers. La baisse du résultat opérationnel et du bénéfice avant impôt sur le résultat est également attribuable à la diminution de la reprise sur la provision au titre des créances sur cartes de crédit qui a résulté de la conjoncture économique plus stable. La baisse des produits a été largement compensée par la diminution des pertes sur cartes de crédit.

Les rapports de gestion annuels et intermédiaires de la société ainsi que ses états financiers annuels et intermédiaires et les notes y afférentes seront affichés uniquement sur le site Web de la société, au loblaw.ca, et déposés auprès des organismes pertinents de réglementation canadiens en valeurs mobilières par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR). La société continuera de publier ses communiqués de presse trimestriels par l'intermédiaire des agences de transmission et sur son site loblaw.ca.

Énoncés prospectifs

Le présent communiqué de presse de Les Compagnies Loblaw limitée renferme des énoncés prospectifs portant sur les objectifs, les plans, les buts, les aspirations, les stratégies, la situation financière, les résultats opérationnels, les flux de trésorerie, la performance, les perspectives et les occasions d'affaires de la société. Ces énoncés prospectifs se reconnaissent généralement à l'emploi de mots ou d'expressions comme « anticiper », « s'attendre à », « croire », « pouvoir », « estimer », « objectif », « avoir l'intention de », « prévoir », « chercher à », « faire », « devoir » et autres expressions semblables, qui se rapportent à la société ou à sa direction. Ces énoncés prospectifs ne constituent pas des faits historiques, mais reflètent plutôt les attentes actuelles de la société quant aux résultats et aux événements futurs.

Ces énoncés prospectifs sont assujettis à divers risques et incertitudes en conséquence desquels les résultats ou les événements réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles, notamment :

- la possibilité que les plans de la société ne se concrétisent pas et que ses objectifs ne se réalisent pas;
- l'évolution de la conjoncture économique, dont le taux d'inflation ou de déflation, et les variations des taux d'intérêt et des taux de change;
- des changements dans les dépenses et les préférences des consommateurs;
- une intensification de la concurrence exercée par de nouveaux concurrents ou par des concurrents actuels;
- des changements dans les stratégies d'établissement des prix de la société ou de ses concurrents;
- l'incapacité des magasins franchisés de la société d'afficher la performance prévue;
- l'incapacité de réaliser une croissance des produits ainsi que les économies et l'efficacité opérationnelle prévues résultant des initiatives importantes de la société, notamment ses investissements dans les systèmes informatiques, la chaîne d'approvisionnement et d'autres mesures de compression des coûts, ou l'obtention de résultats imprévus associés à la mise en œuvre de ces initiatives;
- l'augmentation des coûts liés aux services publics et, notamment, à l'électricité et au carburant;
- l'incapacité de la société à mettre en œuvre avec succès les volets de son plan touchant l'infrastructure et les technologies de l'information;
- l'incapacité de l'infrastructure informatique à soutenir les besoins de la société;
- l'incapacité de la société à gérer les stocks de manière à atténuer l'incidence des problèmes liés aux stocks désuets ou excédentaires et à contrôler les pertes;
- l'incapacité à mener à bien les projets importants en temps opportun, notamment le lancement de produits novateurs et reformulés ou la rénovation et l'ouverture de magasins;
- l'incapacité de la chaîne d'approvisionnement à répondre aux besoins des magasins de la société;
- l'incapacité d'obtenir les résultats souhaités au cours des négociations collectives, y compris les modalités des futures conventions collectives, ce qui pourrait entraîner des arrêts de travail;
- la modification du cadre législatif et réglementaire dans lequel la société exerce ses activités et l'incapacité de respecter ce cadre, y compris l'incapacité de respecter les lois et règlements sur l'environnement;
- l'adoption de nouvelles normes comptables et les changements dans l'utilisation des estimations comptables de la société;
- les fluctuations du bénéfice de la société par suite de la variation de la valeur de la rémunération fondée sur des actions et des contrats à terme sur capitaux propres relatifs à ses actions ordinaires;
- les changements dans les passifs d'impôts de la société, notamment l'impôt sur le résultat, et les taxes à la consommation, y compris les changements découlant des modifications des lois fiscales ou des cotisations futures;
- la dépendance envers certains prestataires de services indépendants, notamment ceux fournissant des services liés à la chaîne d'approvisionnement et aux gammes de vêtements de la société, de même que leur fidélisation;
- les événements touchant la santé publique, notamment ceux liés à la sécurité des aliments;
- l'incapacité de la société à recouvrer ses créances sur cartes de crédit;
- toute cotisation que la société pourrait être tenue de verser à ses régimes de retraite agréés à prestations définies par capitalisation en sus des cotisations qu'elle envisage de verser à l'heure actuelle;
- l'incapacité de la société à recruter et à garder à son emploi des dirigeants clés;
- les questions d'approvisionnement et de contrôle de la qualité des fournisseurs;
- l'incapacité de la société de tenir une documentation appropriée lui permettant d'assurer sa conformité aux règles, aux règlements et aux politiques comptables, fiscales ou juridiques.

Ces risques ainsi que d'autres risques et incertitudes sont présentés dans les documents que la société dépose auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières, y compris à la rubrique « Risques d'entreprise et gestion des risques » du rapport de gestion figurant dans le rapport annuel 2010 – revue financière de la société. Ces énoncés prospectifs reflètent les hypothèses actuelles de la direction à l'égard de ces risques et incertitudes et leur incidence respective sur la société.

En outre, d'autres risques et incertitudes que la société ignore actuellement ou qu'elle juge sans importance à l'heure actuelle pourraient faire en sorte que les résultats ou événements réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont précisés dans les énoncés prospectifs. Les lecteurs sont donc invités à ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, qui traduisent les attentes de la société uniquement à la date du présent communiqué de presse. La société n'a ni l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les présents énoncés prospectifs que ce soit à la lumière de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, sauf dans la mesure où la loi l'exige.

Mesures financières non conformes aux PCGR

Dans le présent communiqué de presse, la société utilise les mesures financières non conformes aux PCGR suivantes : le BAIIA et la marge du BAIIA. Elle estime que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent de l'information utile à la direction et aux investisseurs pour évaluer sa performance financière, pour les raisons indiquées ci-après. Comme ces mesures n'ont pas de sens normalisé en vertu des PCGR, elles ne sauraient se comparer à des mesures portant le même nom présentées par d'autres sociétés ouvertes ni se substituer à d'autres mesures financières établies selon les PCGR.

BAIIA et marge du BAIIA Le tableau qui suit rapproche le bénéfice avant impôt sur le résultat, charges d'intérêts nettes et autres charges financières et amortissement (le « BAIIA ») avec le bénéfice opérationnel, lequel est rapproché du bénéfice net établi conformément aux PCGR et présenté dans les états consolidés résumés des résultats intermédiaires non audités pour les périodes de douze et de vingt-quatre semaines closes le 18 juin 2011 et le 19 juin 2010. La direction utilise le BAIIA pour évaluer le rendement des activités poursuivies de la société et sa capacité à générer des flux de trésorerie afin de financer ses besoins de trésorerie, notamment son programme de dépenses en immobilisations.

La marge du BAIIA représente le BAIIA divisé par les produits.

Pour les périodes closes le 18 juin 2011 et le 19 juin 2010

(non audité)	2011	2010	2011	2010
(en millions de dollars canadiens)	(12 semaines)	(12 semaines)	(24 semaines)	(24 semaines)
Bénéfice net	197 \$	181 \$	359 \$	313 \$
Ajouter l'incidence des éléments suivants :				
Impôt sur le résultat	70	83	138	153
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	78	81	151	168
Résultat opérationnel	345	345	648	634
Ajouter l'incidence de l'élément suivant :				
Amortissement	159	142	311	284
BAIIA	504 \$	487 \$	959 \$	918 \$

États financiers consolidés et rapport de gestion annuels 2010

Le rapport annuel 2010 de la société est disponible sous l'onglet Centre des investisseurs du site Web de la société au loblaw.ca ou au sedar.com.

Relations avec les investisseurs

Les actionnaires, les analystes en valeurs mobilières et les professionnels en placements sont priés d'adresser leurs demandes à Kim Lee, vice-présidente, relations avec les investisseurs, au siège social national de la société ou par courriel à investor@loblaw.ca.

Des informations financières supplémentaires ont été transmises par voie électronique à divers organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR ») et du Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »), organisme de réglementation principal de la Banque le Choix du Président, filiale de la société.

Téléconférence et webémission

Les Compagnies Loblaw limitée tiendra une téléconférence et une webémission le 21 juillet 2011, à 11 h (HAE).

Pour accéder à la téléconférence, prière de composer le 647-427-7450. La rediffusion sera disponible deux heures après la téléconférence au 416-849-0833, code d'accès 72362626. Pour accéder à la webémission, veuillez visiter notre site, au loblaw.ca, cliquer sur l'onglet Centre des investisseurs, sélectionner Événements et présentations, puis cliquer sur la webémission. Préinscription possible.

De plus amples renseignements se trouvent sur le site Web de Les Companies Loblaw limitée, au loblaw.ca.